

LES FAITS MARQUANTS DE L'IPBES-2

LUNDI, 16 AVRIL 2012

La deuxième session de la réunion plénière sur la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) s'est ouverte aujourd'hui à Panama City, au Panama. Dans la matinée, les délégués ont entendu les déclarations liminaires et examiné les questions d'organisation. L'après-midi, ils se sont réunis pour examiner les éléments d'un projet de programme de travail; et les fonctions et structures des organes qui pourraient être créés dans le cadre de l'IPBES.

SÉANCE D'OUVERTURE

Ibrahim Thiaw du PNUE, a souligné la pertinence de la science basée sur des informations crédibles, pertinentes et légitimes pour l'élaboration des politiques. Parmi les questions nécessitant un consensus au Panama, il a mentionné: les éléments du programme de travail de la Plate-forme, la mise en fonction et le budget; et l'emplacement géographique et les modalités de l'accueil du Secrétariat de l'IPBES.

Mayra Arosemena, Vice-Ministre des Affaires étrangères du Panama, soulignant la pertinence de la plate-forme en tant que mécanisme pour appuyer les résultats de Rio+20, a appelé à un accord sur les questions clés pour l'établissement de la plate-forme à la réunion de Panama, y compris sur les questions institutionnelles, juridiques et budgétaires.

QUESTIONS D'ORGANISATION

RÈGLEMENT INTÉRIEUR: Le Président Robert Watson, RU, a noté que les règles et procédures du Conseil d'administration du PNUE (CA PNUE) s'appliqueront à l'IPBES. Pour ce qui est du siège de la plate-forme, il a déclaré que si un consensus n'est pas atteint, la plénière devra procéder au vote. Le BRÉSIL, appuyé par la CHINE, s'est opposé à cette procédure. Le CHILI et le PÉROU ont appuyé le recours au vote en l'absence d'un consensus. À l'issue d'une réunion avec le Bureau, le Président Watson a rapporté que le consensus n'ayant pas été atteint, un vote sera organisé jeudi soir et, en fin de compte, la plénière a approuvé le recours au vote.

ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU: Le Président Watson a présenté les membres du Bureau élus lors de la première session de la réunion plénière sur l'IPBES, qui seront les membres du bureau de la deuxième session: Robert Watson (RU) en tant que président, et Atsushi Suginaka (Japon), Ali Mohamed (Kenya), Senka Barudanovich (Bosnie-Herzégovine) et Hesiquio Benitez (Mexique) en tant que vice-présidents.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR: L'ordre du jour a été adopté sans amendement.

ORGANISATION DES TRAVAUX: Le Président Watson a indiqué que tous les travaux se dérouleront en plénière avec éventuellement des groupes de travail ou groupes de contact sur des questions spécifiques.

VERIFICATION DES POUVOIRS DES

REPRÉSENTANTS: Le Président Watson a indiqué que le Bureau procédera à l'examen des pouvoirs des représentants et présentera un rapport à la plénière.

MODALITÉS ET DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Le Président Watson a encouragé les délégués à: rechercher l'équilibre sur les quatre éléments du programme de travail (UNEP/IPBES.MI/2/2); prendre des décisions sur les options présentées pour les fonctions et les structures des organes créés dans le cadre de la plate-forme (PNUE/IPBES.MI/2/3), et sur les règles de procédures pour les réunions plénières de la Plate-forme (UNEP/IPBES.MI/2/4). Il a par ailleurs souligné les documents sur: le siège du Secrétariat de la Plate-forme (UNEP/IPBES.MI/2/5); le texte intégral des offres présentées (UNEP/IPBES.MI/2/5/Add.1); les options budgétaires (UNEP/IPBES.MI/2/7); et les questions juridiques (UNEP/IPBES.MI/2/8).

De nombreux pays ont appuyé l'établissement rapide de la Plate-forme et la priorisation des évaluations sous-régionales. Le Ghana, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé que l'IPBES devra être considéré comme un organisme indépendant, et a appuyé l'élaboration d'une feuille de route pour aller de l'avant.

La République de Corée, au nom de L'ASIE-PACIFIQUE, a présenté un rapport sur les recommandations de la réunion régionale Asie-Pacifique sur l'IPBES tenue en mars 2012, y compris la recommandation de doter l'IPBES d'un bureau restreint comprenant un groupe scientifique distinct et un secrétariat centralisé et avec des centres régionaux. La Bosnie-Herzégovine, au nom de L'EUROPE ORIENTALE, s'est dit favorable à un document intégré sur les règles de procédure. Le Mexique, au nom du GRULAC, a déclaré que le renforcement des capacités doit être clairement défini dans le programme de travail, et a appelé à la mise sur pied d'un groupe de travail sur cet aspect. Le Danemark, au nom de L'UE, a déclaré que l'IPBES devra attirer des contributions des scientifiques pertinentes pour la politique sur les services écosystémiques. L'Afrique du Sud, au nom du G-77/CHINE, a déclaré que l'IPBES devra maintenir l'indépendance scientifique et collaborer avec les accords multilatéraux sur l'environnement existants (AME). La NORVEGE a exhorté les délégués à donner la priorité aux éléments nécessaires pour l'établissement et la mise en fonction de l'IPBES. Les États-Unis ont déclaré qu'ils pourraient contribuer à l'IPBES par le biais de Quadrennial Ecosystem Services Trends (QuEST).

L'INDONÉSIE a plaidé pour que soit trouvé un équilibre entre la conservation de la biodiversité et les efforts pour poursuivre le développement économique. La COLOMBIE a déclaré que l'IPBES facilitera un suivi de précaution et en temps opportun, et a souligné la reconnaissance de la biodiversité comme une partie intégrante de l'identité culturelle.

La REPUBLIQUE DE COREE a appuyé une approche ascendante pour le programme de travail. La SUISSE a déclaré que l'objectif de cette plénière est de rendre l'IPBES pleinement opérationnel, et a appuyé la proposition de la Norvège de clarifier l'issue de la réunion dans le rapport du président.

Le JAPON a appuyé: la mise en place de règles de procédure avec un minimum d'éléments pour la mise en fonction de l'IPBES au cours de cette réunion; et l'établissement des priorités du programme de travail. L'INDÉ a suggéré que l'IPBES pourrait se doter d'une feuille de route pour son évolution vers un véritable organisme de l'ONU, et a souligné que l'IPBES peut aider les pays en développement à trouver un équilibre entre la conservation et le développement.

La BOLIVIE a appelé à une approche holistique qui ne commercialise pas la nature. La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a appuyé l'inclusion des grands groupes mentionnés dans l'Action 21. Le GUATEMALA a souligné la nécessité de veiller à ce que l'IPBES tienne pleinement compte des savoirs traditionnels et locaux, ainsi que de la prise de décision à différentes niveaux, en particulier au niveau local. La PALESTINE a souligné la nécessité pour l'IPBES de soutenir la protection de la biodiversité, en particulier dans les pays en développement qui sont occupés.

L'UICN a présenté un rapport sur une réunion des parties prenantes sur les modalités et les dispositions institutionnelles de l'IPBES tenue le 15 avril, et a souligné les recommandations, y compris celles sur l'adoption d'un mécanisme qui assure la participation pleine et effective de tous les acteurs, et sur les structures régionales pour l'intégration des quatre fonctions de la Plate-forme. L'Université des Nations Unies (UNU) a souligné la nécessité de fournir une plate-forme pour le dialogue et la préparation de la communauté scientifique en vue de contribuer à l'IPBES, par la fourniture des connaissances utiles aux décideurs.

La CDB a déclaré que le Plan Stratégique pour la Biodiversité 2011-2020 est un programme reconnu mondialement et un cadre utile possible pour le programme de travail de l'IPBES. DIVERSITAS, au nom du Conseil international pour la science (CIUS), a appuyé la création d'un processus indépendant d'examen, aussi bien de la plate-forme que des résultats.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA PLATE-FORME:

Le Secrétariat a présenté le document de travail sur les éléments possibles du programme de travail de l'IPBES (UNEP/IPBES.MI/2/3).

Le représentant du MEXIQUE a souligné les évaluations nationales et infranationales des écosystèmes et a offert de les partager avec les pays intéressés. Le Ghana, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a mis en garde contre la duplication du travail des AME, et a appelé à des éclaircissements sur les sources de financement de base et de financement supplémentaire.

Les ETATS-UNIS ont suggéré d'établir les termes de référence et un cadre conceptuel qui incluent le cadrage des évaluations, et ont ajouté que la priorité devra être accordée à la clarification de la nature de l'orientation en cours pour le programme de travail et les fonctions de l'IPBES. Le JAPON a appuyé les activités d'évaluation entreprises comme première priorité dans le but de répondre aux besoins des utilisateurs finaux. La SUISSE a suggéré de créer un groupe de travail informel sur le programme de travail, les rapports à la première assemblée officielle de l'IPBES, et a découragé le choix parmi un ensemble d'options.

La NORVEGE a déclaré que cette réunion devra:

s'accorder sur les directives pour un processus consultatif intersessions; examiner la communication; et permettre à l'IPBES de répondre aux enjeux émergents. L'UE et la NORVEGE ont appuyé l'identification des objectifs à court, moyen et long terme, et l'UE a mis l'accent sur la participation des réseaux et institutions existants. Il a en outre appuyé une approche ascendante pour les évaluations. L'INDE a déclaré que les objectifs à court, moyen et long terme devraient être basés sur les capacités des ressources locales et a souligné, entre autres: la communication afin d'assurer la participation de toutes les communautés, en utilisant le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) comme un modèle pour la sélection des auteurs, et l'évaluation des impacts des évaluations.

La THAÏLANDE a attiré l'attention sur la Décision X/4 de la CDB sur Global Biodiversity Outlook (GBO 3), qui suggère que l'IPBES pourrait fournir des contributions concrètes pour le GBO 4. La CHINE a appuyé un programme de travail fondé sur les résultats de Busan et la réalisation d'une évaluation des évaluations afin d'éviter la duplication des travaux. L'ETHIOPIE a déclaré que cela devrait contribuer à réalisation des objectifs de la CDB et que la collecte des données devrait se faire à travers un processus participatif et transparent. L'ARGENTINE a suggéré que le programme de travail focalise sur des tâches simples susceptibles de fournir des résultats concrets, telles que les évaluations des méthodologies et des outils. Le PÉROU a appuyé l'accent sur les évaluations régionales et sous-régionales. Le CHILI a suggéré de faire de la communication une activité permanente et le PAKISTAN, avec l'OUGANDA, a suggéré d'adopter une stratégie de communication. La NOUVELLE-ZÉLANDE a appuyé un comité permanent qui travaille sur l'orientation, y compris pour les évaluations globales et régionales, ainsi que la facilitation de la responsabilisation et l'intégration dans toutes les évaluations. La BOLIVIE a appuyé l'adoption de principes pour guider le programme de travail, y compris sur: éviter les mécanismes de marché pervers des services fournis par la nature; reconnaître les efforts de conservation de la biodiversité des communautés autochtones et locales (ILC), et respecter la souveraineté nationale.

L'URUGUAY a déclaré que le programme de travail devrait contribuer à la mise en œuvre des AME, y compris les objectifs d'Aichi et le Plan Stratégique pour la Biodiversité 2011-2020.

A propos du renforcement des capacités, l'ETHIOPIE a déclaré qu'il devrait être axé sur la demande et tenir compte des besoins nationaux. L'ARGENTINE a souligné la nécessité de prendre en considération les besoins des pays en développement et d'éviter les modèles prescrits. Le PÉROU a appuyé le renforcement des centres régionaux et sous-régionaux d'excellence et des groupes scientifiques. L'OUGANDA a souligné la nécessité d'une approche ascendante pour assurer l'appropriation par les communautés locales.

L'ONU, au nom de l'ICSU, a recommandé: l'intégration du renforcement des capacités; la prise en compte des cadres existants; l'identification des lacunes dans les connaissances; l'amélioration de la participation des observateurs; et l'établissement d'un lien avec les indicateurs du bien-être humain. Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable a appelé à la participation du secteur privé. L'UICN a plaidé pour l'amélioration de la communication, du renforcement des capacités et de l'évaluation thématique. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) a souligné la pertinence d'une décision de la CdP 10 de l'UNCCD appelant à la mise en place d'un groupe de travail spécial pour fournir une expertise mondiale sur la désertification. Fidji a souligné les résultats d'un atelier sur la connexion de divers systèmes de connaissances, organisé à Kuna Yala avant la réunion, et a appuyé un élément du programme de travail proposé sur le développement de mécanismes efficaces pour l'intégration des connaissances autochtones.

FONCTIONS ET STRUCTURES DES ORGANES QUI POURRAIENT ÊTRE CRÉÉS DANS LE CADRE D'UN IPBES:

Le Secrétariat a présenté le document sur les résultats des discussions de la première session (UNEP/IPBES.MI/2/3).

Composition: Le GHANA, au nom du GROUPE AFRICAÏN, l'INDE, le BRÉSIL et d'autres, ont déclaré que la composition devra être limitée aux États membres de l'ONU, conformément au Document final du Busan. La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a plaidé pour l'inclusion d'observateurs des Nations Unies.

L'UE, avec les ETATS-UNIS, a noté l'ambiguïté concernant l'adhésion des organisations économiques régionales (OER). La SUISSE, appuyée par le CHILI, a appelé à un texte permettant la participation de l'UE en tant qu'OER. Le MEXIQUE a noté que la participation des OER peut suivre le modèle fourni par la CDB.

La COLOMBIE a déclaré que la nécessité de maintenir la pertinence scientifique et technique dans la plate-forme devrait se refléter dans la composition. La TURQUIE, appuyée par les ETATS-UNIS, a souligné que la représentation géographique des Nations Unies ne correspond pas à la répartition biogéographique en ce qui concerne la richesse en espèces. Le BRÉSIL a suggéré que la composition du Bureau suive les groupements régionaux de l'ONU, mais qu'un groupe scientifique soit ouvert à une diversification de membres avec des considérations biogéographiques. Les ETATS-UNIS ont déclaré que la composition de la CDB n'est pas appropriée pour l'IPBES et ont indiqué qu'ils fourniront un texte co-rédigé avec l'UE sur leur admissibilité. L'UE n'a pas voulu s'associer à ce texte qu'elle a jugé inachevé. Le Président Watson a invité les États-Unis et l'Union européenne à soumettre des textes distincts.

Participation des organismes des Nations Unies et d'autres organisations inter et non gouvernementales: le BRÉSIL, l'UE, les ETATS-UNIS, l'UICN, et le CIUS ont appuyé l'octroi du statut d'observateur aux parties prenantes. La CITES a suggéré d'utiliser le modèle de participation du GIEC. L'UE a plaidé pour la participation proportionnelle des observateurs afin d'éviter les groupes d'intérêt singuliers et le FORUM INTERNATIONAL DES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITÉ a appelé à un classement des observateurs afin de permettre une participation organisée. L'INDONESIE a déclaré que la participation des ONG doit être soumise à l'approbation du gouvernement.

DANS LES COULOIRS

Alors que les délégués achevaient la première journée de discussions dans un Panama City chaud, certains exprimaient de l'optimisme quand aux progrès accomplis. Un délégué a déclaré avec enthousiasme: « Nous avons couvert tous les points de l'ordre du jour prévus pour aujourd'hui, et il règne une atmosphère de collaboration qui pourrait nous aider à atteindre l'objectif ambitieux de préparer le terrain pour la mise en place d'une IPBES à cette réunion». Toutefois, d'autres ont exprimé des inquiétudes concernant le nombre impressionnant de décisions de fond qui doivent être prises. «La décision de recourir à un vote sur le siège du secrétariat a certainement changé le ton de la réunion», selon un participant.